



**Police du stationnement**  
**Extrait du registre des arrêtés du Maire**

**GRAND LYON**  
la métropole

**Police de la circulation**  
**Extrait du registre des arrêtés du Président**

Arrêté Temporaire de circulation et de stationnement n°**25-171**

Objet : Réglementation du stationnement et de circulation pour **la réfection d'un mur** portant sur **la rue de Saône** en agglomération de la commune de Collonges au Mont d'Or.

**Le Président de la Métropole de Lyon**  
**Le Maire de la commune de Collonges au Mont d'Or**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article L.3642-2,
- Les articles L.2213-2-2, L.2213-2-3, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire
- Les articles L.2213-1, L.2213-2-1, L.2213-3-2, L.2213-4 alinéa 1<sup>er</sup>, L.2213-5, L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole ;

**Vu** le Code de la Route ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière ;

**Vu** le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

**Vu** le Code de la Sécurité Intérieure notamment l'article R.511-1

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

**Vu** la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

**Vu** le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvée en 1997 et révisé en 2005 et en 2017 ;

**Vu** l'arrêté 2023-02-28-R-0128 du 28 février 2023 portant délégation de signature, pour les mesures de police de la circulation à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives ;

**VU** la demande du **18-08-2025** par **l'entreprise Ferrante – 06.80.00.80.40**

**Considérant** que pour garantir la sécurité lors **des travaux de réfection d'un mur** portant sur **la rue de la Saône** en agglomération de la commune de Collonges au Mont d'Or, il convient de réglementer la circulation et le stationnement afin de prévenir tout risque d'accident, de faciliter la bonne exécution des travaux et d'assurer un écoulement satisfaisant du trafic.

**ARRETEMENT**

### **Article 1 :**

Pour des travaux du **06 octobre au 18 octobre 2025 de 8h00 à 17h00 ; face au n°5 rue de la Saône** en agglomération de la commune de Collonges au Mont d'Or

- La circulation est réduite à tous véhicules sauf véhicules de chantier
- La signalisation est mise en place par moyen de panneaux B15 et C18.
- Laisser l'accès aux piétons côté opposé des travaux

### **Article 2 :**

Les emplacements situés **face au n°5 rue de la Saône** ; sera réservé pour **l'entreprise Ferrante – 06.80.00.80.40** pour la pose et la dépose d'un échafaudage et la réparation d'un mur.

L'emprise de l'échafaudage **face au n°5 rue de la Saône** ne devra pas excéder 1.0ml de largeur.

Aucunes fixations ne sera tolérée au sol, sa longueur sera de 10ml, la largeur de 1.0ml devra être visible de nuit à l'aide de pose de dispositifs rétro-réfléchissants rouges et blancs

L'échafaudage sera équipé d'un filet de protection afin d'éviter tous les risques de chutes d'objets ou éclaboussures

L'échafaudage : toutes les dispositions devront être prises pour la sécurité et la libre circulation des piétons ainsi que des services publics

- Pour la sécurité des piétons, la circulation des piétons se fera sur le trottoir opposé aux travaux.

### **Article 3 :**

**Aucune déviation n'est mise en place**

### **Article 4 :**

Les cheminements des modes actifs (accès PMR, piéton, vélo etc.), l'accès des riverains et le passage des véhicules de secours sont maintenus en permanence et protégé par des barrières sur le trottoir au droit du chantier.

A défaut la circulation cyclable est renvoyée sur les voies de circulation de véhicules.

### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire appropriée au droit de la zone précédemment définie sont mis en place, et maintenu en parfait état par **l'entreprise Ferrante – 06.80.00.80.40** à ses frais et sous sa responsabilité conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle.

### **Article 6 :**

Tous les appareils hydrauliques de lutte contre les incendies seront dégagés et accessibles en permanence. Les interventions ne devront pas gêner les services de secours et la collecte des déchets ménagers et dans le cas contraire, les intervenants seront tenus de tirer les bacs de collecte en limite des travaux.

### **Article 7 :**

Toutes infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière conformément à l'article R 610-5 du code pénal et aux dispositions du code de la route.

### **Article 8 :**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur en mairie et à chaque extrémité du chantier par l'entreprise.

### **Article 9 :**

Tous les agents de la force publique Chacun en ce qui le concerne est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise :

- La Gendarmerie Nationale
- Le Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS)
- Le Territoire des Services Urbains - Voirie - Propreté – Nettoyement – Collecte – Eau
- L'Entreprise pétitionnaire.

## Article dernier

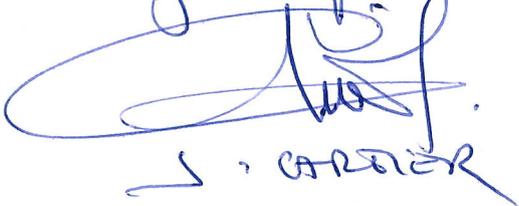
Mesdames, messieurs : le(a) Directeur(trice) Général(e) des Services de la commune de Collonges au Mont d'Or, la Directrice Générale des Services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté temporaire ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Maire peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de stationnement arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de circulation arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

A Collonges au Mont d'Or, le 18/08/2025

Pour le Maire, obtient  
l'adjoint par délégation  
  
S. CARRIERE



A Lyon, le 18/08/2025

Pour le Président de la Métropole,


Fabien Bagnon  
Vice-Président délégué à la voirie et aux  
mobilités actives